

Tribune libre

Face à l'imposture écologique : Contre la destruction de la planète par le capitalisme, une seule issue, le combat pour le socialisme (28.03)

(Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire)

(Article publié dans CPS n°39 de janvier 2010)

Pour « sauver la planète », les travailleurs payent...

En septembre 2009, Sarkozy a confirmé l'instauration en janvier 2010 d'une taxe carbone. Cette taxe est le fruit des travaux d'une commission présidée par Rocard.

Bien que décrépi, le « petit singe » garde le cap. Il faut rappeler que c'est son gouvernement qui a instauré la CSG, coup décisif porté contre la Sécurité sociale en ouvrant la porte à la substitution des cotisations ouvrières par l'impôt. La taxe carbone faisait partie des propositions de la charte que Nicolas Hulot, homme sandwich de grands pollueurs de la planète tel Rhodia (ex Rhône Poulenc), EDF, Bouygues, la société des Autoroutes du Sud de la France et l'Oréal, promoteur de la marque « écologique » Ushuaia de TF1, (et qui a été attribuée à un 4X4 produit par Volkswagen !), avait soumises aux candidats à l'élection présidentielle en 2007. Il est opportun de rappeler qu'alors Sarkozy, Bayrou, Royal et Buffet ont signé cette charte. En décembre 2009, l'INSEE a publié une étude sur l'impact de cette nouvelle taxe. Elle devrait permettre de prélever 2,7 milliards d'euros d'impôts supplémentaire et entraîner au premier semestre 2010 une hausse des prix de 0,3 % (dans le même temps la réforme de la taxe professionnelle va diminuer en 2010 de 11,7 milliards d'euros les impôts payés par les patrons).

Sous prétexte qu'ils sont déjà soumis à des quotas d'émission, qui leur ont été délivrés gratuitement, les plus grands pollueurs (industries pétrolières et chimiques, cimenteries, aciéries, etc.) sont exemptés jusqu'en 2013 pour près de 1100 installations industrielles. C'est aussi le cas pour les producteurs d'électricité et les transporteurs aériens. D'autres professions comme celle du transport routier ont obtenu que l'Etat prenne en charge une partie significative de cette taxe. La taxe carbone, dont l'instauration a été volontairement médiatisée, s'inscrit déjà dans la multitude des impôts résultant de la « fiscalité écologique » que supportent ou vont devoir supporter pour l'essentiel les travailleurs (écopastilles, écoredevances sur les appareils électriques, taxe climat-énergie etc.). Pour une fois on peut citer l'une des formules lapidaires de Claude Allègre : la taxe carbone c'est « *les riches en auto, les pauvres en vélo* » (*Le Parisien* du 23/08/2009).

...parce qu'ils sont « coupables »

Les travailleurs devraient payer parce qu'ils sont « coupables » du fait de leur mode de consommation. L'église catholique s'est évidemment emparé de ce thème, comme en témoigne le sermon de Benoît XVI lors de sa messe de Noël, appelant les fidèles « à préserver l'environnement ». Ont été édictés un huitième péché capital, « *la pollution* », et un onzième commandement « *Tu ne pollueras point* ». A juste titre, certains se demandent si l'on n'assiste pas à l'avènement d'un nouveau culte « le développement durable ».

Dans les semaines qui ont précédé la tenue du sommet de Copenhague, le matraquage des médias a été intensif. Il suffit de reprendre deux titres récents du journal *Le Monde*. Le premier, le 19/11/2009 : « *Le poids de la natalité menacerait le climat* ». Le journal fait état sans abuser de commentaires des propositions du Fond des nations unies pour la population (Fnuap). L'une des pistes pour pallier au « *péril climatique* » serait de mettre à l'ordre du jour un vaste programme en faveur de la contraception. Sans nuance, il s'agit de donner crédit à la théorie du pasteur anglican Malthus (1766-1834), ce « *babouin* », selon Marx, lequel qualifiait avec Engels cette théorie comme « *une infâme, une abjecte doctrine, un blasphème hideux contre la nature et l'humanité* », cette théorie qui prônait (déjà !) une politique active de « *réduction de la population et de la consommation* » car pour lui la pauvreté résultait de l'excès de population.

Le même journal titre le 23/12/2009 « *Manger moins de viande pour sauver la planète ?* ». L'on peut y lire que de savants professeurs Nimbus ont calculé que « *Un repas avec viande et produits laitiers équivaut, en émission de gaz à effet de serre, à 4758 km parcourus en voiture contre 629 km pour un repas sans produits carnés ni laitiers* » du fait les émissions de méthane par les troupeaux et de leur consommation en aliments. Au sommet de Copenhague un appel a été lancé par Paul McCartney, soutenu, entre autres, par le sinistre député Vert Yves Cochet, à ne plus consommer de viande qu'un jour par semaine. Une fois de plus, les travailleurs seraient tous responsables et devraient réduire leur consommation (et comment feront le milliard d'être humains, au bas mot, qui souffrent dans le monde de malnutrition !).

Critique de la consommation des masses, surtout pas de la production capitaliste qui pourtant façonne le monde : chez ces gens-là, il ne serait être question de s'en prendre directement aux trusts de l'agroalimentaire qui organisent systématiquement la destruction des surfaces destinées à l'agriculture vivrière, expulsant de leurs terres des centaines de millions de paysans pauvres, pour y substituer des pâturages et des cultures fourragères (un exemple : selon la FAO, 70% des terres autrefois boisées d'Amérique du Sud sont aujourd'hui consacrées à l'élevage).

Au nom du « développement durable », à tous les niveaux, les masses laborieuses sont soumises à une propagande intensive destinée à les « responsabiliser » voire à les culpabiliser : l'humanité toute entière est accusée de sacrifier la planète à sa voracité en matière de consommation. On assiste à un pilonnage incessant incitant à moins consommer ou à consommer « durablement », la responsabilité de chacun étant de contribuer à sauver la planète pour les générations futures.

Inéluctablement, pas une seule grande entreprise, pas une seule collectivité territoriale, des régions aux grandes communes, pas une seule administration publique qui n'aura pas publié sa charte, son « agenda » ou son rapport développement durable (c'est même une « obligation » pour certaines entreprises cotées en bourse depuis l'adoption de la loi sur les « nouvelles régulations économiques (NRE) » votée en mars 2001 !).

Sous des formes variées, l'enseignement du « développement durable » devient une matière au programme dès l'école primaire. Les travailleurs et la jeunesse sont ainsi incités à s'associer à la mise en œuvre d'« engagements » qui, tant au sein des entreprises que des administrations, concourent le plus souvent à la réalisation d'objectifs de réduction des coûts, de réorganisation et d'augmentation de la productivité... et autant d'incitation à la modération en termes de salaires !

L'« intérêt supérieur » de la sauvegarde de la planète devrait contribuer à effacer la frontière de classe entre les patrons et les salariés, tous unis dans une même quête.

Le « développement durable » : une idéologie réactionnaire

Aux origines de la nouvelle religion du « développement durable », le Club de Rome fondé en 1968 à l'initiative d'industriels italiens et sponsorisé par la Fondation Agnelli, le propriétaire du groupe Fiat. A l'initiative du Club de Rome, un premier rapport, produit par un groupe d'une trentaine d'experts « indépendants », est publié en 1972. Son titre résume le programme : « *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance* ». C'est alors la fin de la période des trente glorieuses et ce rapport arrive à point nommé. Les capitalistes sont alors confrontés à une baisse générale du taux de profit qui annonce les crises des années 1970. En stigmatisant les modes de consommation des pays occidentaux comme incompatibles avec la survie de la planète (les « experts » annonçaient l'épuisement des énergies fossiles, gaz et pétrole, pour la fin du XXe siècle !) ils expliquaient « *La planète n'est pas assez vaste et ses ressources ne sont pas suffisantes pour tolérer plus longtemps le comportement égocentrique de ses habitants* ». Ce premier rapport prône implicitement en fait la remise en cause de tous les acquis sociaux arrachés par la classe ouvrière après la seconde guerre mondiale. Par la suite, le Club de Rome produira une série de rapports dont il faut signaler le contenu car ils constituent la Genèse pour les partisans de la décroissance et de l'écologie politique. A titre d'exemple, le rapport intitulé « *Questions de survie. La révolution mondiale a commencé* », publié en 1991, déplore que « *la contradiction est de plus en plus évidente entre certaines urgences et les procédures démocratiques fondées sur le dialogue – débat parlementaire, discussions publiques et négociations avec les syndicats ouvriers et patronaux* » pour ensuite fustiger « *le matérialisme, le laxisme sexuel...et vanter l'identité ethnique, la communauté, la cellule familiale, les vertus féminines...* » (cité de Jean Jacob, *Histoire de l'Ecologie politique* »).

En 1972, se tient la conférence des Nations unies baptisée « *Une seule terre* » appelant le monde à mieux protéger la nature et aboutissant à la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il s'ensuivra toute une série de rapports et de conférences centrés sur les questions de

l'environnement. Les termes de « développement durable » voient le jour en 1980 dans un rapport intitulé « *La stratégie de la conservation mondiale* » publié conjointement par le PNUE et deux ONG (Organisation non gouvernementale), l'UICN (Union internationale de conservation de la nature) et le WWF (World Wildlife Fund, devenu aujourd'hui World Wide Fund for Nature, fondée en 1961 par le trust pharmaceutique Hoffman-Laroche). En 1987, est publié, sous l'égide de l'ONU, le rapport du PNUE « *Notre avenir* » (dit rapport Brundtland) qui est considéré comme le texte fondateur du « développement durable ». La nouvelle religion est née.

En 1988 est constitué par le PNUE le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). En réalité la question du climat va remettre à l'ordre du jour les analyses du réactionnaire Club de Rome. Sous prétexte de mesures écologiques, sont multipliées les attaques contre les travailleurs telles celles résultant de la « fiscalité verte » ou celles destinées à modifier les « modes de consommation », c'est-à-dire à réduire par exemple les dépenses de santé... C'est sous le signe du « développement durable » que se tiendront tous les « sommets » de la conférence de Rio de Janeiro en 1992 (dit « le sommet de la terre », dans une ville encerclée de favelas !) à celui de Copenhague en 2009 en passant par la conférence de Kyoto en 1997, qui donne lieu à la signature d'un protocole sur la réduction des gaz à effet de serre, que mettra en œuvre l'Union Européenne qu'à partir de 2005, et par celui de Johannesburg en 2002 (encerclée de townships).

Selon la définition de la commission mondiale sur l'environnement (rapport Brundtland de 1987) le concept de « développement durable » a été consacré au sommet de Rio de 1992. Ce concept issu des représentants du capital a bien vite été mis en vogue par les écologistes et les partis contre-révolutionnaires sociodémocrates et « radicaux ». Il veut tresser le filet idéologique de la collaboration de classes « planétaire ». Le « développement durable » se caractérise par ses trois piliers : social dit équitable, économique dit viable, écologique dit vivable, qu'il veut concilier. Le rapport du sénateur Marcel Deneux (*L'évaluation de l'ampleur des changements climatiques, de leurs causes et de leur impact prévisible sur la géographie de la France à l'horizon 2025, 2050 et 2100*) précise avec un certain humour : « *De prime abord, le concept de "développement durable" peut rallier à peu près tous les suffrages, à condition souvent de ne pas recevoir de contenu trop explicite ; certains retenant surtout de cette expression le premier mot « développement », entendant par là que le développement tel que mené jusqu'alors doit se poursuivre et s'amplifier ; et, de plus, durablement ; d'autres percevant dans l'adjectif « durable » la remise en cause des excès du développement actuel, à savoir, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, les émissions incontrôlées de gaz à effet de serre...* ».

Ainsi, le concept de « développement durable » est une production idéologique réactionnaire élaborée par les cercles du grand capital et par l'officine à son service qu'est l'ONU. A la crise du mode de production capitaliste il s'agit de substituer la crise « écologique ». Ce n'est pas le mode de production capitaliste qui est responsable des dégâts irréversibles que subit la planète mais l'activité humaine en général. Le mode de production capitaliste et la propriété privée des moyens de production ne sont en aucun remis en cause, bien au contraire. Sous couvert de « développement durable » la « *responsabilité sociale des entreprises* » et la « *bonne gouvernance des entreprises* » font l'objet de multiples colloques, publications et normes internationales. Dans cette affaire il convient de souligner le rôle joué par les grands « prêtres » des ONG car la presse leur a attribué une grande place de « trouble fête » à l'occasion du sommet de Copenhague. Après le droit d'ingérence humanitaire, voilà qu'elles promeuvent le droit d'ingérence écologique. Depuis trois décennies, ce type de droit d'ingérence, sous prétexte d'ouverture de « couloirs humanitaires », a toujours servi à ouvrir la voie aux interventions militaires impérialistes, de la même manière que les moines évangélistes ouvraient la voie aux puissances coloniales du XXVII^e siècle.

Sur la place des ONG, l'ouvrage de Sylvie Brunel (*Le développement durable*) rétablit quelques vérités : « *La grande majorité des ONG sont d'origines anglo-saxonne. Il existe en effet une convergence d'intérêts entre la diplomatie de l'Amérique du Nord et ses ONG environnementales, qu'elle utilise comme vecteur. (...) Il existe une véritable consanguinité entre les milieux politiques, les firmes multinationales et les grandes ONG environnementales, dont les responsables passent d'un milieu à l'autre avec une aisance déconcertante. Très efficace dans leurs actions de lobbying, elles ont depuis longtemps des bureaux à Bruxelles et Washington et travaillent en étroite collaboration avec l'Union européenne, la Banque mondiale, les gouvernements américain, mais aussi canadien, australien, scandinaves...* ».

«Le vert vaut de l'or. Green is business »

C'est ainsi que le journal économique *La Tribune* du 24/10/2007 titrait un article tirant le bilan du Grenelle de l'environnement. Il commentait : « *Contrairement au Grenelle de mai 68, qui avait abouti*

à une augmentation d'un quart du salaire minimum des salariés, le Grenelle 2007 ne risque pas d'obérer la rentabilité des entreprises. Au contraire ! ».

En effet, s'il est acquis que les travailleurs doivent payer, pour les patrons « le vert vaut de l'or ». Du Grenelle de l'environnement, convoqué par Sarkozy après son élection et conclu en octobre 2007 par Sarkozy, les capitalistes ont tiré grands profits, avant même que la loi dite Grenelle 1 ne soit votée en juillet 2009. On peut donner quelques exemples. La prime à la casse a permis à l'industrie automobile de faire face aux effets de la récession : en 2009, les ventes ont progressé de plus de 10 % par rapport à 2008, atteignant le niveau record de 1990. Les crédits d'impôts pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la rénovation des logements auraient générés pour l'industrie du bâtiment près de 10 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2009. D'une manière générale, la mise en œuvre de la « fiscalité verte » est directement source de profit pour le patronat (et accessoirement pour la petite bourgeoisie). Dans le cadre de la loi dite Grenelle 2, en préparation, l'achat de 40 000 à 50 000 voitures électriques par l'Etat est programmé (sachant que par ailleurs c'est l'Etat, les collectivités locales et les particuliers qui prendront en charge l'essentiel des infrastructures nécessaires, notamment l'installation de points de recharge des véhicules). A noter que le projet de loi autorise les villes de plus de 300 000 habitants à instaurer des péages autoroutiers pour limiter la circulation !

En décembre, Sarkozy a présenté les modalités de mise en œuvre de son grand emprunt. Sur les 35 milliards d'euros affichés, 4,5 à 5 milliards devraient être consacrés au « développement durable ». En clair, comme c'était déjà le cas avec les possibilités ouvertes par la loi sur le Grenelle de l'environnement, les capitalistes vont bénéficier directement d'apport en capital au titre de la « croissance verte » et du « développement durable ».

Les grands groupes tels que Veolia ou GDF Suez se voient ouvrir de nouveaux champs d'accumulation du capital sur les marchés de la dépollution des sols, du traitement des eaux et des déchets etc., marchés induits par la commande publique (Etat, collectivités locales, subventions de la l'UE). Les grands producteurs d'énergies comme EDF et Total investissent massivement dans les technologies dites vertes (énergies solaire et éolienne, biocarburants etc.), ce qui leur permet par ailleurs de contrôler étroitement les recherches dans ces domaines... et de préserver leurs marchés sur les énergies traditionnelles. De fait, si l'on considère le cas de la France, les plus grands investisseurs dans le domaine des « éco-industries », par exemple dans le marché « prometteur » du stockage du dioxyde de carbone, sont tout simplement... les plus grands pollueurs tels EDF, Total, ArcelorMittal, qui bénéficient de larges subventions à ce titre de l'Union Européenne et de l'Etat via l'ADEME (l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Les nouvelles réglementations prises au niveau de l'Union Européenne deviennent en tant que telles sources de profits et de spéculations. Le marché des droits à polluer (marché des permis d'émission), dont les principes ont été adoptés au niveau de l'Union Européenne en application du protocole de Kyoto en 2002 et qui est en place depuis 2005, s'élevait en 2008 à près de 90 milliards d'euros selon les statistiques publiées par la Banque mondiale. Il concerne en Europe les rejets de 11 000 installations industrielles. *Le Monde* du 19/11/2009 indiquait « *Les financiers alléchés par le marché du CO2 : les banques multiplient les partenariats avec des start-up écologiques pour générer du crédit carbone* ».

En résumé, car les mécanismes sont complexes, les entreprises se sont vues attribuées gratuitement des droits d'émission de gaz à effet de serre. Le montant total des quotas attribués par les Etats découlent en théorie des accords internationaux sur les objectifs de réduction d'émission. Il est de notoriété publique que les quotas attribués initialement étaient supérieurs, au moins de 10%, aux émissions réelles, chaque Etat ne voulant pas pénaliser son industrie, et cela d'autant plus que les contrôles et les évaluations sont effectuées par des cabinets privés rémunérés par les industriels !

Ainsi, ceux qui ne consomment pas leurs quotas peuvent les mettre sur le marché ; ceux qui dépassent leurs quotas peuvent en acheter. Des bourses d'échange se sont constituées. Par ailleurs, les mécanismes dits de développement propres (MDP) qui résultent du protocole de Kyoto permettent à des entreprises de récupérer des droits à polluer (des crédits carbone) en échanges d'investissement considérés comme « propres » (par exemple planter des forêts en Afrique !).

A titre d'exemple « *Grâce à Bionersis, société dont EDF a pris le contrôle, EDF, qui produit 100 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an en Europe, pourra compenser partiellement son statut de membre de plus gros émetteurs de gaz à effet de serre européen* ». *Le Monde* commente : « *Cette stratégie purement financière montre que les choix opérés par le protocole de Kyoto fonctionne : une authentique industrialisation du développement durable est désormais en cours* ». Ainsi, c'est une véritable spéculation

source de profit qui s'est instituée. La Banque mondiale constate pudiquement « *Ces échanges ne correspondent pas directement à des réductions d'émission* ».

La peste verte

Une véritable épidémie d'abat sur les organisations issues du mouvement ouvrier. En juillet 2009 a été adoptée la loi Grenelle 1 issue du Grenelle de l'environnement. Avec l'UMP, le PS a voté pour ; le PCF s'est abstenu. *Le Monde* du 23/07/2009 titrait « *consensus final pour le Grenelle de l'environnement* ». De fait, cette loi est le produit d'une intense concertation, qui a duré plusieurs mois en 2007, à laquelle on a accepté de participer le PS, le PCF les fédérations et confédérations syndicales aux côtés des ONG et du MEDEF. D'une manière générale, la CGT-FO, la CGT, la FSU ont salué l'initiative du Grenelle. Le porte-parole du PS sur le projet, Philippe Toutelier, a déclaré lors du vote « *Il y a urgence écologique. L'ensemble de la société en a pris conscience, c'est pour cela que nous avons voté la loi* ».

Dans la même veine, lorsque que la commission Rocard, missionnée par le gouvernement, a rendu son rapport sur la taxe carbone, fin juillet 2009, le PS, le PCF, le CGT ont en approuvé le principe tout en ergotant sur les conditions de sa mise en œuvre. Ainsi, pour la CGT, Jean-Christophe Le Duigou déclarait « *Nous sommes favorables au principe de la taxe carbone mais opposés à la façon dont elle devrait être mise en œuvre par le gouvernement* » (*Libération* du 29/07/2009). Martine Aubry en personne a rencontré Sarkozy à l'Élysée le 9 septembre 2009 à la veille de sa communication officielle sur le sujet... en déplorant que le niveau de la taxe ne soit pas plus élevé que celui prévu par le gouvernement. Aubry, Royal, Laurent-numéro 2- du PCF et Olivier Besancenot se sont rendus au sommet de Copenhague. A plusieurs reprises, le PS et le PCF, les confédérations syndicales se sont déclarées disposées à préparer avec le gouvernement ce sommet afin que soit entendue « *la voix de la France* ». Au nom de l'« *urgence écologique* », la défense de l'environnement est un terrain propice utilisé par les appareils pour justifier la collaboration et la concertation avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, voire l'Union nationale.

La CGT a placé son dernier congrès en décembre 2009 sous le signe du « *développement humain durable* ». Le Parti Socialiste affirme sa conversion à la « *social-écologie* » et le slogan du Parti socialiste Européen est maintenant « *Le social-libéralisme est mort, vive la social-écologie* ». Même la « gauche de la gauche » est affectée.

Au sein du NPA, le débat est lancé : il s'agit de substituer à la perspective du socialisme, celle de l'« *écosocialisme* ». Lors de sa dernière convention en octobre 2009, le Parti de Gauche a adopté sa nouvelle oriflamme aux couleurs rouge et verte, et le slogan est maintenant « *écologie-socialisme-républicain* ». N'ayant pas obtenu un accord avec le NPA pour le premier tour des élections régionales, Mélenchon a proposé, en vain, une alliance avec Europe Ecologie.

Du PS au PCF, en passant par le NPA et le PG, c'est la même soupe qui est servie avec les mêmes ingrédients : de nouveaux modèles de croissance voire pour la décroissance, le développement soutenable ou durable, la condamnation du productivisme, de nouveaux modes de consommation. C'est au nom de la possibilité de se retrouver sur un programme commun de « *développement soutenable* » que Vincent Peillon entend militer pour la constitution d'un rassemblement « *écologique, socialiste et démocratique* », arme de destruction contre le PS, un soi-disant front anti-Sarkozy, avec le PCF, le PS, le MODEM et Europe Ecologie. La peste verte sévit sur le mouvement ouvrier.

Des dégâts irréversibles...

A l'occasion de la préparation du sommet de Copenhague, les débats et les communications sur le réchauffement climatique se sont intensifiés. Il n'est pas dans la vocation de CPS de s'inscrire dans de tels débats et polémiques contre les « *négateurs* », les « *climato-septiques* » qui nient pour tout ou partie les conclusions du GIEC.

Néanmoins, il semble définitivement acquis que le réchauffement climatique provoqué par l'émission de gaz à effet de serre générés par l'utilisation des énergies fossiles, l'industrie chimique et l'agriculture, combinée à la destruction ou à la dégradation massive des réservoirs naturels qui absorbent du gaz carbonique (forêts, océans), ne puisse plus être nié. Cela semble indéniable, en particulier si l'on se réfère aux rapports des compagnies d'assurance qui tiennent des comptes précis de la fréquence et l'intensité d'accidents

climatiques de par le monde (inondations, périodes de sécheresse, ouragan et tempêtes etc.) qui se sont significativement accrus. La fréquence des ouragans, des inondations et des sécheresses aurait triplé en trente ans.

Ce qui peut être sujet à caution en revanche, ce sont les prévisions sur l'ampleur et les échéances. Les prévisions fluctuent sensiblement avec le temps et les données peuvent être manipulées par ceux qui en contrôlent la publication (les Etats, les organisations internationales) avec peut-être une tendance à la dramatisation en fonction d'objectifs politiques (de la même manière que les « climato-septiques » sont indiscutablement sponsorisés par les lobbies des Etats producteurs de pétrole et de gaz naturel !).

Depuis le dernier quart du XIXe siècle, de nombreux scientifiques (géographes, biologistes, anthropologues, physiciens, chimistes, agronomes, etc.) ont consacré une partie de leurs travaux à mettre en évidence les conséquences de l'activité humaine sur la dégradation de l'environnement naturel (le physicien Sven Arrhenius avait déjà théorisé l'effet de serre planétaire en 1896 !). En réalité depuis le néolithique, l'homme, à partir du moment où il a cessé d'être un simple préleveur par la chasse et la cueillette, a commencé à modifier significativement les processus dans la nature. Mais avec les développements du mode de production capitaliste, le phénomène a pris une toute autre ampleur.

Dans son ouvrage « *Une histoire de l'écologie* » Jean-Paul Déléage dresse le constat suivant : « *Les forêts dévastées, les terres désertifiées, les fleuves pollués et l'atmosphère transformée à l'échelle planétaire : si les crises écologiques (...) étaient jadis régionales ou locales, avec la mondialisation du capitalisme industriel, la perspective d'une situation écologique critique à l'échelle planétaire est devenue une réalité tangible* ».

Il poursuit par ailleurs : « *Pendant des millénaires, les groupes humains n'avaient disposé que de moyens extrêmement limités, précaires, fragiles, pour se défendre contre les rigueurs de la nature. Avec la révolution industrielle, les termes de ce rapport de dépendance se sont déplacés. Aujourd'hui, ils tendent à s'inverser. Notre espèce violente le mouvement global de la nature. Elle a commencé à décimer les espèces animales et végétales et à bouleverser les chaînes alimentaires. Elle installe des poisons dans les écosystèmes pour des siècles, voire des millénaires avec les déchets radioactifs. Elle modifie la composition chimique de l'atmosphère et, par là, elle commence à influencer l'évolution climatique globale* ». Bien entendu, au-delà du constat scientifique, il faut rectifier, n'en déplaise aux écologistes. Ce n'est pas notre « espèce » qui est responsable de la catastrophe annoncée. C'est le capitalisme.

Dans « *Travail salarié et capital* » Marx explique :

« *En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine façon et font l'échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports biens déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux* ». Et en effet le mode de production capitaliste, dont l'unique finalité est la réalisation du profit, a induit un saccage et un gaspillage sans précédent des ressources de la nature. Marx constatait déjà : « *...Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur*.

(...) *Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement.* La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » (Le Capital livre 1- chapitre XIII)

...dont les masses laborieuses payent le prix

Il est un fait : avec le mode de production capitaliste des dégâts irréversibles et de surcroît non maîtrisés affectent la biosphère, c'est-à-dire l'écosystème constitué par la planète. Dans quasi totalité des régions du monde, la pollution par les substances chimiques, par exemple l'utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques et les rejets des installations industrielles, avec leurs conséquences sur les milieux aquatiques, l'air et les sols mettent directement en péril les populations, en les exposant à de multiples maladies chroniques.

Dans une partie croissante de la planète, la pollution rend inutilisable l'exploitation des sols, des ressources naturelles issues de la pêche de l'agriculture, prive d'eau potable des centaines de millions d'êtres humains. Les ressources halieutiques sont en voie d'épuisement du fait de l'exploitation intensive des océans par la pêche industrielle. Chaque année, des millions d'hectares de terres cultivables deviennent totalement infertiles, inexploitable et sont en voie de désertification. Sous les effets conjugués des évolutions climatiques, de la pollution et de l'exploitation des forêts, la biodiversité est compromise par l'extinction massive d'espèces de la faune et de la flore qui jouent un rôle déterminant dans les processus de fertilisation des sols, de pollinisation des cultures et d'adaptation des modes de cultures aux aléas du climat.

Dans les pays capitalistes dits « avancés » l'existence d'un prolétariat organisé a abouti à ce que soit mis en œuvre certaines législations visant à contrôler, tout au moins à limiter, la pollution résultant des activités industrielles (il est à noter, qu'en France par exemple, du fait de la réduction du nombre de fonctionnaires par la mise en œuvre de la RGPP, les corps techniques de contrôle de l'Etat sont en cours de démantèlement). C'est le cas en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Mais dans les autres régions du monde, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les capitalistes ont généralement gardé les coudées franches, ce qui est par ailleurs un facteur non négligeable de rentabilité de leurs investissements. Pour exemples : la Chine, transformée en atelier du monde où les pollutions atteignent des niveaux effroyables, l'Afrique qui sert en partie de décharge pour les déchets industriels de l'Europe, L'Amérique latine et l'Indonésie, qui subissent les effets dévastateurs de la déforestation. Les exemples pourraient être multipliés.

Il faut aussi noter que dans les pays qui constituaient l'ex-URSS et dans les régions d'Europe centrale qui ont été sous la domination de la bureaucratie du Kremlin, la dégradation de l'environnement par la pollution atteint des niveaux records avec des effets catastrophiques sur la santé des populations concernées (un exemple : la Pologne est considérée comme le pays le plus pollué au monde !).

Mais en fin de compte, ce n'est pas abstraitement « *la planète* » qui est en danger. Dans l'immédiat, se sont les masses laborieuses qui payent un lourd tribut à la survie du mode de production capitaliste. Ce sont elles les victimes de l'exploitation anarchique, dictée par la logique du profit, des ressources de la nature conduisant à une dégradation sans précédent dans l'histoire de l'humanité de la biosphère.

Les dernières décennies sont jalonnées d'« accidents industriels » terrifiants. La presse a rappelé récemment l'explosion de l'usine chimique Union Carbide, à Bhopal en Inde. En 1985, en trois jours, 8 à 10 000 personnes sont mortes du fait de l'exposition aux gaz toxiques. Par la suite 25 000 personnes ont péri du fait de l'exposition aux déchets laissés aux abords de l'usine, déchets auxquels restent encore exposés des dizaines de milliers.

En 1986, l'accident nucléaire de Tchernobyl a pris des allures d'apocalypse. Selon les données officielles, près de 4 millions de personnes vivent encore dans des zones contaminées où l'exposition dépasse les normes sanitaires de l'Organisation Mondiale de la Santé ; près d'un million de personnes devraient être déplacées de leur lieu actuel de résidence.

Selon l'ONU, les « catastrophes climatiques » aurait fait 20 millions de déplacés en 2008. Il faut préciser : « les catastrophes naturelles ou climatiques », provoquées ou pas par les changements climatiques, ont bon dos. En effet, pour les médias (radio, télévision, journaux), à chaque catastrophe (ouragans, raz-de-marée, tremblements de terre, etc.) est du pain béni pour augmenter l'audience et les ventes. Elles se gavent sur la misère du monde, en cultivant un voyeurisme écœurant, et profitent de l'occasion pour faire publicité sur l'« assistance » des puissances impérialistes, « assistance » tout à fait dérisoire au regard des besoins auxquels sont confrontés les « sinistrés ». Car les victimes par centaines de milliers se sont avant tout les masses laborieuses du fait de la cupidité des capitalistes. Les premières victimes se sont les millions d'être humains qui vivent dans les favelas et les bidonvilles. Ce sont celles qui, comme l'ont montré les tremblements de terre en Italie en 2009, sont entassés dans des habitations où aucune des normes de

construction antisismiques n'ont été respectées. Ce sont celles de l'ouragan Katrina en 2005 où les budgets destinés à l'entretien des digues ont été détournés dès 2000 vers l'armement des troupes de l'impérialisme US en Irak ! Les exemples pourraient être multipliés.

Il faut le répéter avec Marx « *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* »

L'homme et la nature pour Marx, Engels ou Lénine

Il serait totalement anachronique de reprocher à Marx et Engels de ne pas avoir analysé les effets dévastateurs de mode de production capitaliste sur l'environnement tels qu'ils s'expriment à notre époque. Mais il ne fait aucun doute qu'armés de la méthode du matérialisme dialectique, qu'ils ont élaborée, ils avaient une claire compréhension des ravages qu'engendrent les forces productives soumises à la loi du profit capitaliste tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Marx a déjà été cité plus haut. Mais on peut aussi rappeler ce que sa dans sa *Critique du programme de Gotha* (le congrès de Gotha s'est tenu en mai 1875 ; il a été le congrès fondateur du Parti ouvrier socialiste allemand), il corrige la phrase « *Le travail est la source de toute richesse* » en expliquant « *Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme* ».

Engels éclairé par les données scientifiques en son temps disponibles par l'étude encyclopédique des travaux des physiciens (Carnot, Podolinski), des biologistes (Darwin, Haeckel), géographes (Humboldt, Reclus) et agronomes (Liebig) du XIXe siècle écrivait dans *Dialectique de la Nature* (nous soulignons): « *... par les changements qu'il y apporte, l'homme l'amène (la nature) à servir à ses fins, il la domine. Et c'est en cela que consiste la dernière différence essentielle entre l'homme et le reste des animaux, et cette différence, c'est encore une fois au travail que l'homme la doit. Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule.*

Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement. »

« *Mais s'il a déjà fallu le travail de millénaires pour que nous apprenions dans une certaine mesure à calculer les effets naturels lointains de nos actions visant la production, ce fut bien plus difficile encore en ce qui concerne les conséquences sociales lointaines de ces actions. Nous avons fait mention de la pomme de terre et de la propagation de la scrofule qui l'a suivie. Mais qu'est ce que la scrofule à côté des effets qu'a eus sur les conditions de vie des masses populaires de pays entiers la réduction de la nourriture de la population laborieuse aux seules pommes de terre? Qu'est elle à côté de la famine qui, à la suite de la maladie de la pomme de terre, s'abattit sur l'Irlande en 1847, conduisit à la tombe un million d'Irlandais se nourrissant exclusivement ou presque exclusivement de ces tubercules et en jeta deux millions au delà de l'océan* »

« *La science sociale de la bourgeoisie, l'économie politique classique, ne s'occupe principalement que des effets sociaux immédiatement recherchés des actions humaines orientées vers la production et l'échange. Cela correspond tout à fait à l'organisation sociale dont elle est l'expression théorique. Là où des capitalistes individuels produisent et échangent pour le profit immédiat, on ne peut prendre en considération au premier chef que les résultats les plus proches, les plus immédiats. Pourvu que individuellement le fabricant ou le*

négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions. Les planteurs espagnols à Cuba qui incendièrent les forêts sur les pentes et trouvèrent dans la cendre assez d'engrais pour une génération d'arbres à café extrêmement rentables, que leur importait que, par la suite, les averses tropicales emportent la couche de terre superficielle désormais sans protection, ne laissant derrière elle que les rochers nus? Vis à vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées ... »

Les partisans de l'« écologie politique », qui n'ont de cesse de s'en prendre aux « productivistes » que ce sont les marxistes, dont Engels, Mehring et Lénine. Or ceux-ci (pour ce dernier dans son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme*), ont considéré que les travaux de Ernst Haeckel (biologiste allemand qui inventa en 1866 le terme « écologie » et posa les bases de cette science), constituaient un apport décisif au matérialisme scientifique.

Lénine explique : « *La tempête soulevée dans les pays civilisés par Les Enigmes de l'Univers de E. Haeckel a fait ressortir avec un singulier relief l'esprit de parti en philosophie, dans la société contemporaine d'une part et, de l'autre, la véritable portée sociale de la lutte du matérialisme contre l'idéalisme et, l'agnosticisme. La diffusion de ce livre par centaines de milliers d'exemplaires, immédiatement, traduit dans toutes les langues et répandu en éditions à bon marché, atteste avec évidence que cet ouvrage « est allé au peuple », et que E. Haeckel a du coup conquis des masses de lecteurs. Ce petit livre populaire est devenu une arme de la lutte de classe. Dans tous les pays du monde, les professeurs de philosophie et de théologie se sont mis de mille manières à réfuter et à pourfendre Haeckel. ... Les théologiens partis en guerre contre Haeckel sont légion... dans tout ce rugissement des bonzes de la philosophie, ... l'oreille discerne ce motif essentiel : contre la « métaphysique » des sciences de la nature, contre le « dogmatisme », contre l'« exagération de la valeur et de la portée des sciences », contre le « matérialisme des sciences ». - Il est matérialiste, ... Haro sur le matérialiste ! ».*

La réaction peinte en vert

L'écologie est une science, celle du rapport des être vivants, dont l'espèce humaine, avec la nature. Elle s'est développée à partir du milieu du XIXe siècle. Comme toutes les sciences et techniques, ce sont d'ailleurs les besoins du mode de production capitaliste, par exemple dans le domaine de l'agronomie, qui furent le moteur de son développement. Mais l'écologie politique est une idéologie réactionnaire au service du capital.

Les mouvements et partis Verts se réclament de l'écologie politique. Ce sont des organisations bourgeoises ou petites bourgeoises réactionnaires. Il ne s'agit pas ici de refaire un historique de leur développement mais de rappeler quelques jalons. En France, le premier mouvement politique écologique a été constitué par Antoine Waechter en 1973. En 1984 s'est constitué le parti Les Verts. Sur une ligne de fond « ni droite, ni gauche », l'inspiration est en ligne de celle des naturalistes réactionnaires prônant le retour à la nature, la défense du régionalisme, l'éloge du monde rural, la référence à « l'identité ». A. Waechter, Dominique Voynet, Yves Cochet et bien d'autres ont été des disciples du naturaliste Robert Hainard dont on peut résumer ainsi la pensée « *A mots couverts, Robert Hainard de déclare même en faveur de la lutte pour la vie. C'est bien elle qui permet à la nature de trouver un certain équilibre. La vie, en effet, qui offre son spectacle harmonieux aux hommes, connaît par ailleurs des régulations brèves mais impitoyables. Les malades et les individus en surnombre sont radicalement éliminés. Mais ces régulations sont nécessaires à son équilibre (...) S'il l'on tente de situer les propos de Robert Hainard dans le champ des idées politiques, il est difficile de les concevoir ailleurs que très à droite* » (Jean Jacob, *Histoire de l'Écologie politique*).

En tant que parti politique Les Verts, jusqu'en 1989, ont joué un rôle marginal avec des résultats électoraux en dents de scie stagnant au-dessous de 4 % des exprimés. En réalité, c'est en France le Parti Socialiste qui va leur donner une certaine place politique en relation avec la politique d'ouverture impulsée par François Mitterrand.

C'est à la demande de François Mitterrand, inquiet du succès relatif Verts aux élections régionales de 1989 avec 10,6% des exprimés, que Brice Lalonde fondera Génération Ecologie en 1990, avec Jean-Louis Borloo, afin de faire contrepoids au « ni droite ni gauche » des Verts. De 1988 à 1992, Lalonde participera successivement aux gouvernements Rocard, puis Cresson. Le parcours politique permet de situer le

personnage : en 1995 il a appelé à voter Chirac pour se rapprocher ensuite de Madelin ; il a été nommé par Sarkozy ambassadeur des négociations sur le changement climatique.

En 1994, Les Verts, alléchés par la réussite de Lalonde, cherchent à se débarrasser de leurs oripeaux « naturalistes » et sous l'impulsion de Dominique Voynet et de Noël Mamère acceptent le principe d'alliances et d'accords électoraux dès le premier tour avec le PS.

En 1997, Lionel Jospin poursuit la politique initiée par Mitterrand. Les Verts sont l'une des composantes de la gauche plurielle, le PS leur offrant un certain nombre de circonscriptions aux élections législatives de 1997. Dominique Voynet, remplacée en 2001 par Yves cochet, est au gouvernement en tant que Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire. Après la gifle reçue par Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 2007 (1,57% des exprimés), l'aventurier Daniel Cohn-Bendit reprend la main avec la création en 2008 du rassemblement Europe Ecologie constitué par Les Verts et la Fédération Régions et Peuples Solidaires, fédération d'associations écologistes parmi lesquelles les plus réactionnaires.

A l'occasion des dernières élections européennes, les listes présentées sous la bannière Europe Ecologie ont été propulsées par la bourgeoisie contre le PS. La même opération pourrait être remise sur l'établi à l'approche des élections régionales de mars 2010. Quoi qu'il en soit, Les Verts et Europe Ecologie restent des instruments politiques au service de la bourgeoisie.

Est-ce exagéré de qualifier l'écologie politique d'idéologie réactionnaire ? Comme le dit le dicton « *Chassez la naturel, il revient au galop* ». On peut citer quelques exemples qui valent autant que l'exposé fastidieux des programmes. Ainsi, Yves Cochet, député Vert a déclaré en septembre dernier devant l'université d'été du MEDEF

« Il faut réduire les allocations familiales à partir du troisième enfant (...). On ne peut sérieusement réfléchir sur la question démographique qu'en prenant comme indicateur principal l'empreinte écologique. C'est-à-dire la multiplication entre le nombre d'habitants d'un territoire et leur impact sur l'environnement. Soit encore l'extraction des ressources naturelles avant la production et les rejets après la consommation. Donc un enfant européen a une empreinte dix fois supérieure à un enfant africain ».

Ou encore Daniel Cohn-Bendit « *L'écologie politique défend un projet de société. Prenez Ivan Illich, l'un de ses fondateurs (...) Il a analysé comment l'école obligatoire pour tous pouvait paralyser l'apparition de formes d'éducation innovantes* ». Dans la même interview publiée dans *Le Monde magazine* du 5/10/2009, il déclare « *Prenons le débat sur la Poste. On s'enferme comme d'habitude dans un débat stérile public-privé, on n'essaie pas de réinventer le rôle de la Poste, de la penser à l'intérieur du développement du territoire... l'écologie politique refuse la déresponsabilisation, compte sur l'esprit d'entreprise, l'associatif, la réflexion de chacun* ».

Pour l'écologie politique, il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause le mode de production capitaliste. Le programme des organisations comme Les Verts sur des questions fondamentales pour le capital comme celle de la réforme des retraites est celui de la bourgeoisie (sur les retraites Cohn-Bendit déclare : « *je suis d'accord pour travailler jusqu'à 65 ans, si on commence à travailler à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans ? Une préretraite active de cinquante-cinq ans à soixante-dix, allant crescendo* »). C'est une idéologie politique utilisée par la bourgeoisie et les appareils contre-révolutionnaires pour défendre l'ordre bourgeois en contribuant au désarmement politique des travailleurs et de la jeunesse.

La destruction de l'environnement résulte de l'impasse du mode de production capitaliste

Le sommet de Copenhague a été un échec. Malgré les affirmations des appareils contre-révolutionnaires, il ne pouvait en être autrement. Les antagonismes inter impérialistes et le mode de production capitaliste en tant que tel sont contradictoires avec la mise en place d'une « gouvernance mondiale » en matière d'environnement.

De ce sommet, n'est sortie qu'une vague déclaration d'intention. *Le Monde* du 22/12/2009 résume : « *Concrètement la conférence se solde par un texte dénommé « accord de Copenhague » qui a seulement pu être acté et non adopté faute de consensus. Ce texte n'a pas été signé par la vingtaine d'Etats qui l'ont rédigé et il ne vaut que pour ceux qui s'y rallieront. Les Etats ont jusqu'à la fin du mois de janvier pour*

décider d'y inscrire leurs engagements de réduction de gaz à effet de serre et les actions qu'ils entreprendront pour y parvenir ».

Autant le dire, c'est un véritable fiasco !

Si l'on considère le seul aspect des évolutions du climat, les accords et les protocoles signés depuis une quinzaine d'années n'ont pas permis de faire un quelconque progrès. *Le Monde* du 19/11/2009 commente « *Rien ne semble y faire. Ni la diplomatie climatique ni la crise économique. Selon l'étude annuelle du consortium scientifique Global Carbon Project publiée mardi 17 novembre dans la revue Nature Geoscience, les émissions mondiale de CO2 ont augmenté en 2008 établissant un nouveau record de 10 milliard de tonnes de carbone (GtC) (...) Sans surprise, la combustion des ressources fossiles (pétrole, charbon, gaz, etc.) compte pour l'essentiel des émissions humaines de CO2, soit environ 8,7 GtC. Un montant excédant de 29% le niveau de l'année 2000 et de 41% celui de 1990, année de référence du protocole de Kyoto ».*

Dans le mode de production capitaliste, l'organisation de la production n'est pas orientée par la satisfaction des besoins des larges masses. Elle est déterminée par la course au profit, l'extraction de la plus-value et l'accumulation du capital. Dans le *Capital*, Marx indique que « *la production n'est une production que pour la capital et non l'inverse, les moyens de production n'y sont pas élargis au bénéfice de la société des producteurs ».*

Dans la brochure *Aperçus sur les crises à l'époque impérialiste*, Stéphane Just citait Marx « *On produit trop de moyens de travail et de subsistance pour les faire fonctionner comme moyens d'exploitation à un certain taux de profit »* et expliquait : « *Le mode de production capitaliste est le seul mode de production sociale qui engendre des crises de surproduction. Dans tous les autres modes de production sociale antérieurs, les crises résultaient généralement au contraire de l'insuffisance de la production sociale. C'est que tous les modes de production sociale qui ont précédé le mode de production capitaliste (...) avaient comme moteur la satisfaction des besoins sociaux. La production dans le mode de production capitaliste doit également satisfaire des besoins sociaux, mais son moteur est la production de la plus-value, sa réalisation en argent, une partie de cette plus-value se transformant en capital supplémentaire. »*

La recherche du profit conduit à ce que capital épuise toujours plus « la terre et les travailleurs ». La production, le transport des marchandises et leur commercialisation se développent en réalité d'une manière anarchique dans tous les domaines avec une exploitation sans ménagement et un gaspillage énorme des ressources naturelles conduisant à leur épuisement. Les puissances impérialistes dominantes procèdent à véritable pillage de la planète, pillage qui reste la raison profonde des conflits armés dans le monde. Dans le même temps, alors que la satisfaction des besoins élémentaires des masses en matière d'alimentation, de santé et d'éducation est constamment remise cause ou tout simplement niée, plongeant ainsi une partie de l'humanité dans la misère et la barbarie, des besoins artificiels, conduisant à une sorte de surconsommation avide de la partie « solvable » de l'humanité (ou rendue momentanément solvable par le développement du crédit) sont créés.

A titre d'exemple, des études récentes démontrent, selon *Le Monde* du 12/12/2009, qu'aux USA 40% de l'alimentation disponible est jetée et que « *ce gâchis entraîne la dilapidation d'un quart de l'eau douce consommée annuellement dans le pays (...); ces données confirment des estimations antérieures du gaspillage alimentaire dans les pays développés, évalué de 30 à 40 % des denrées ».*

Dans le même temps, plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de malnutrition et des dizaines de millions en meurent chaque année, soit directement de famine, soit indirectement du fait des pathologies provoquées par la sous-alimentation.

Leur condition ne risque pas de s'améliorer. Ainsi depuis quelques années, les trusts de l'agroalimentaire, les producteurs d'agrocultures, les fonds d'investissements privés ou souverains qui veulent spéculer sur les denrées alimentaires, s'accaparent des millions d'hectares de terre cultivables en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Une grande partie de ses terres sont destinées à des cultures industrielles en direction du marché mondial pour l'agroalimentaire (par exemple celle des palmiers à huile) ou pour la fabrication d'agrocultures (par exemple canne à sucre, maïs). Les zones concernées deviennent importatrices de céréales pour nourrir les populations locales...payées au prix fort du fait de la spéculation.

« Crise écologique », « crise alimentaire », voire « crise sociale », ces expressions sont utilisées en boucle par les idéologues au service du capital et par ses agents dans le mouvement ouvrier, de la « gauche à la

gauche de la gauche », afin de masquer qu'en réalité, c'est de la crise du mode de production capitaliste, à son stade suprême de développement dont il est question. Effectivement, l'impérialisme pourrissant mène l'humanité toute entière à la catastrophe.

Combattre pour le socialisme

Il faut préciser les choses sur le « productivisme » et autres rabâchages sur la décroissance (notons que les partisans de la décroissance voient une partie de leur programme largement réalisé avec la crise économique actuelle !).

Contrairement aux accusations, on pourrait dire aux fatwas, prononcées contre eux par les écologistes de tout bord, ni Marx ni Engels, pas plus que les marxistes en général, ne sont « *productivistes* ». Ils ont simplement analysé que le mode de production capitaliste avait développé les forces productives et la socialisation de la production ainsi que la productivité du travail de telle manière qu'étaient en voie de réalisation les conditions objectives permettant à chaque être humain d'être libéré des contraintes quotidiennes pour assurer sa survie élémentaire et de consacrer une partie croissante de sa vie à son développements intellectuel, artistique, etc.

Ce n'est pas le « productivisme » qui est la source des dégâts irréversibles portés à la planète, dégâts qui, à terme, pourraient remettre en cause la possibilité d'y survivre. C'est le développement de la production dans le cadre des rapports sociaux de production capitalistes.

Marx et Engels n'ont jamais expliqué que le développement de la production et de la productivité du travail en soi allait permettre mécaniquement à l'humanité de résoudre les questions fondamentales qui assaillent les larges masses. Pour eux, la condition nécessaire pour que l'humanité passe à un stade supérieur de développement en intégrant les acquis du mode de production capitaliste était d'en finir avec l'aliénation du travail par le capital. En clair, qu'à l'échelle mondiale, il était nécessaire que le prolétariat prenne le pouvoir et exproprie le capital. Ce sont les fondements du combat pour le socialisme.

Ce n'est pas le propos de CPS de se prononcer sur le fait que les développements de l'énergie nucléaire, les nanotechnologies, le génie génétique et les OGM, etc. représentent ou pas un risque pour l'humanité. Il est à souligner que ces sciences et techniques n'ont pas en soi un caractère de classe. Dans *Littérature et révolution*, Léon Trotsky rappelle : « *La technique et la science ont leur propre logique, la logique de la connaissance de la nature et de son asservissement aux intérêts de l'homme. Mais la technique et la science ne se développent pas dans le vide, elles le font dans une société humaine divisée en classes. La classe dirigeante, la classe possédante domine la technique et, à travers elle, elle domine la nature. La technique en elle-même ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme* ».

Ce qui est une certitude, c'est que dans le contexte de la propriété privée des moyens de production, le développement de ces technologies ne peut se faire comme l'indique Engels qu'en prenant en considération « *le résultat le plus proche* », c'est-à-dire la réalisation du profit au mépris des risques potentiels pour l'humanité.

C'est seulement libérés de la domination du capital, leur activité étant uniquement orientée par la satisfaction des besoins réels de l'humanité, que les chercheurs, les ingénieurs et les scientifiques pourront traiter en toute indépendance de ces questions.

Indiscutablement, le mode de production capitaliste a aussi développé les techniques qui permettent à l'homme de réparer la nature ou tout au moins de maîtriser les conditions dans lesquelles il l'exploite. Mais tant que perdurera le mode de production capitaliste, ces techniques ne seront mise en œuvre que dans la mesure où elles permettront la réalisation du profit et l'accumulation du capital.

Pour conclure, on peut citer Léon Trosky qui résume avec son optimisme révolutionnaire le sens du combat pour le socialisme : « *L'homme socialiste maîtrisera la nature entière, y compris ses faisans et ses esturgeons, au moyen de la machine. Il désignera les lieux où les montagnes doivent être abattues, changera le cours des rivières et emprisonnera les océans. Les idéalistes nigauds peuvent dire que tout cela finira par manquer d'agrément, c'est pourquoi ce sont des nigauds. Pensent-ils que tout le globe terrestre sera tiré au cordeau, que les forêts seront transformées en parcs et en jardins ? Il restera des fourrés et des forêts, des faisans et des tigres, là où l'homme leur dira de rester. Et l'homme s'y prendra de telle façon que le tigre ne remarquera même pas la présence de la machine, qu'il continuera à vivre comme il a vécu. La machine ne s'opposera pas à la terre. Elle est un instrument de l'homme moderne dans tous les domaines de la vie.* »

Le 29/12/2009

**[ndlr : le conseil constitutionnel a invalidé la mise en œuvre de la taxe carbone le 29/12/2009. Mais cela ne change rien au fond de l'affaire. Cf l'éditorial de ce n°].*